

La citoyenneté ne s'arrête pas au bulletin de vote

En Espagne, en Grèce, au Portugal... Les politiques d'austérité mises en place détruisent les services publics et creusent les inégalités sociales.

Le TSCG, ou Pacte budgétaire, présente la rigueur comme une solution à la « crise » économique. Pourtant **depuis 2008, la crise devient un état normal des choses**. Elle permet de justifier des politiques libérales sous prétexte de rigueur : marchandisation de la santé et de l'éducation, sape du droit du travail...

Une fois élus, nos dirigeants politiques naviguent à vue sous le poids des urgences et des pressions qu'ils subissent. **Le gouvernement français appliquera des mesures toujours plus libérales si les mouvements sociaux ne les poussent pas vers une autre voie.**

La gestion, quand c'est quand on subit. La politique, quand on choisit. Refusons ce « Traité pour la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance »

Manifestation unitaire
RDV dimanche 30 septembre, Paris
13h30, Nation (RER A)



La citoyenneté ne s'arrête pas au bulletin de vote

En Espagne, en Grèce, au Portugal... Les politiques d'austérité mises en place détruisent les services publics et creusent les inégalités sociales.

Le TSCG, ou Pacte budgétaire, présente la rigueur comme une solution à la « crise » économique. Pourtant **depuis 2008, la crise devient un état normal des choses**. Elle permet de justifier des politiques libérales sous prétexte de rigueur : marchandisation de la santé et de l'éducation, sape du droit du travail...

Une fois élus, nos dirigeants politiques naviguent à vue sous le poids des urgences et des pressions qu'ils subissent. **Le gouvernement français appliquera des mesures toujours plus libérales si les mouvements sociaux ne les poussent pas vers une autre voie.**

La gestion, quand c'est quand on subit. La politique, quand on choisit. Refusons ce « Traité pour la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance »

Manifestation unitaire
RDV dimanche 30 septembre, Paris
13h30, Nation (RER A)



L'austérité : un choix politique, pas une fatalité

Le nouveau plan d'austérité en vote en Europe vise entre autres à inscrire dans les constitutions des pays l'interdiction d'un déficit structurel des États supérieur à 0,5%. Derrière cette façade, le texte peut être critiqué à travers les choix de société qu'il porte. à qui et à quoi servent les dépenses de l'État ?

L'Europe pousse aujourd'hui aux « ajustements structurels » : privatiser toujours plus. En France nous avons eu la Poste, la SNCF, l'électricité, l'eau. Maintenant arrive la destruction de l'école publique, du système de santé et des retraites par répartition.

Nous réduisons le nombre de fonctionnaires (enseignants, infirmiers ...) ou le budget de la sécurité sociale pour parvenir à payer les dettes de l'État. **Ces dettes ne sont pas dues à des dépenses excessives, mais en partie à l'allègement de la fiscalité.** Le rôle de l'État est de choisir le montant de ses recettes pour mener à bien un projet de société.

<i>Répartition des richesses (Source: INSEE)</i>	<i>1983</i>	<i>2008</i>
Cotisations sociales à la charge des entreprises (pour un SMIC)	46,00%	20,00%
Part des travailleurs dans la répartition de la valeur ajoutée entre les travailleurs et les actionnaires	74,00%	64,70%

Refusons l'austérité pour payer une dette illégitime à plusieurs égards :

- En 2008 la banque Lehman Brothers fait faillite. Pour éviter une contagion en chaîne à l'ensemble du système bancaire, les États se sentent obligés d'injecter massivement des capitaux dans le système bancaire, sans exiger en contrepartie de pouvoir le contrôler. C'est une des causes des hauts niveaux d'endettement atteints récemment.
- En France, depuis 1973 l'État n'a plus la possibilité d'émettre lui-même la monnaie, c'est à dire l'emprunter à taux zéro à une Banque Centrale. Il est obligé de l'emprunter à des banques privées, qui prêtent à des taux usuriers, surtout lorsque l'État est fortement endetté. La majeure partie de la dette française est aujourd'hui due aux intérêts que l'on doit à des banques privées.

Interrogeons ce système où une majorité « banque » pour une minorité de privilégiés !

Pour un départ groupé : escargots.solidaires@yahoo.fr

L'austérité : un choix politique, pas une fatalité

Le nouveau plan d'austérité en vote en Europe vise entre autres à inscrire dans les constitutions des pays l'interdiction d'un déficit structurel des États supérieur à 0,5%. Derrière cette façade, le texte peut être critiqué à travers les choix de société qu'il porte. à qui et à quoi servent les dépenses de l'État ?

L'Europe pousse aujourd'hui aux « ajustements structurels » : privatiser toujours plus. En France nous avons eu la Poste, la SNCF, l'électricité, l'eau. Maintenant arrive la destruction de l'école publique, du système de santé et des retraites par répartition.

Nous réduisons le nombre de fonctionnaires (enseignants, infirmiers ...) ou le budget de la sécurité sociale pour parvenir à payer les dettes de l'État. **Ces dettes ne sont pas dues à des dépenses excessives, mais en partie à l'allègement de la fiscalité.** Le rôle de l'État est de choisir le montant de ses recettes pour mener à bien un projet de société.

<i>Répartition des richesses (Source: INSEE)</i>	<i>1983</i>	<i>2008</i>
Cotisations sociales à la charge des entreprises (pour un SMIC)	46,00%	20,00%
Part des travailleurs dans la répartition de la valeur ajoutée entre les travailleurs et les actionnaires	74,00%	64,70%

Refusons l'austérité pour payer une dette illégitime à plusieurs égards :

- En 2008 la banque Lehman Brothers fait faillite. Pour éviter une contagion en chaîne à l'ensemble du système bancaire, les États se sentent obligés d'injecter massivement des capitaux dans le système bancaire, sans exiger en contrepartie de pouvoir le contrôler. C'est une des causes des hauts niveaux d'endettement atteints récemment.
- En France, depuis 1973 l'État n'a plus la possibilité d'émettre lui-même la monnaie, c'est à dire l'emprunter à taux zéro à une Banque Centrale. Il est obligé de l'emprunter à des banques privées, qui prêtent à des taux usuriers, surtout lorsque l'État est fortement endetté. La majeure partie de la dette française est aujourd'hui due aux intérêts que l'on doit à des banques privées.

Interrogeons ce système où une majorité « banque » pour une minorité de privilégiés !

Pour un départ groupé : escargots.solidaires@yahoo.fr

